

2013

## UN CODE DU TRAVAIL MAGHREBIN ATTEND L'APPROBATION

### Une intégration économique à la place de l'UMA

Face à l'échec du projet d'intégration maghrébine, les pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA) doivent privilégier la coopération économique qui devient de plus en plus indispensable pour le développement.

Le secrétaire général du Conseil consultatif de l'Union du Maghreb arabe (CCUMA), M. Saïd Mokadem, a jugé hier à Alger qu'il est temps de donner la priorité à l'économie dans le projet de l'édification de l'union maghrébine.

Intervenant lors d'un colloque sur «la construction du Grand Maghreb et mondialisation», M. Mokadem a évoqué l'urgence pour les pays du Maghreb de prendre la décision pour amorcer l'intégration économique.

Plusieurs projets économiques ont été élaborés pour concrétiser cette intégration bénéfique aux 100 millions d'habitants de la région.

Entre autres projets, il citera le projet du code de travail maghrébin, qui attend une approbation par la Commission ministérielle de l'UMA, composée des cinq ministres du Travail, avant d'être soumis à la signature par les gouvernements de ces pays.

Ce code, a-t-il expliqué, permettra de réglementer l'activité du travail et permettra aux citoyens maghrébins d'exercer en toute liberté dans la région. Le code de travail est soumis à présent à une commission spécialisée composée des experts des cinq pays.

L'étude relative à l'accord de libre-échange est également finalisée et est au niveau des instances de l'UMA, qui représente 40% de la superficie du monde arabe et 18% de l'Afrique.

L'étude d'une stratégie maghrébine de la jeunesse est également achevée, devant prendre en charge les préoccupations de cette frange de la population. D'autres projets tels que la carte d'identité maghrébine, le passeport maghrébin sont prêts et attendent leur mise en œuvre, conditionnée par l'accord des décideurs des pays.

La concrétisation des projets élaborés est devenue urgente aux regards des menaces et des problèmes qui pèsent sur la région qui enregistre des taux élevés de chômage, la désertification, le réchauffement climatique.

«Le taux d'investissement reste faible comparativement aux autres regroupements régionaux», a-t-il déploré.

### 30 milliards de dollars de produits alimentaires importés

Les pays de l'UMA importent annuellement une moyenne de 30 milliards de dollars en produits alimentaires. La facture alimentaire risque de s'emballer dans les prochaines années, car 85% des terres agricoles sont menacées par la désertification, accentuée par le réchauffement climatique.

«La coopération dans le domaine de la sécurité alimentaire est indispensable», a suggéré M. Mokadem, rappelant que sur les 38 accords signés, 21 ont un caractère économique.

Malgré ces accords, les échanges commerciaux intra-maghrébins peinent à dépasser la barre de 3% depuis de longues années tandis que les échanges commerciaux avec l'UE ont atteint 65%.

«Nous essayons de revoir la carte stratégique et donner plus d'importance à la coopération économique que politique», a-t-il avancé, soulignant que tous les pays privilégient actuellement, des partenariats multilatéraux aux partenariats bilatéraux.

L'ambassadeur, chef de la délégation de l'Union européenne à Alger, Marek Skolil, a relevé, pour sa part, que le Maghreb, qui recèle d'importantes potentialités, reste l'une des régions les moins intégrées dans le monde, malgré le coût élevé de la non-intégration sur les plans politique, économique, humain et sécuritaire.

Il a exprimé, à cette occasion, la disponibilité de l'UE pour soutenir la coopération maghrébine qui facilitera l'intégration régionale.

En prélude à une intégration maghrébine, M. Skolil a recommandé aux pays de l'UMA de privilégier, en premier lieu, la coopération dans des domaines «terre à terre», liés aux questions techniques avant d'aller aux dossiers plus importants.

Il est indispensable aussi, a-t-il conseillé, «de maintenir des négociations permanentes entre les pays membres». Lors du colloque, d'autres expériences d'intégration et de coopération régionale ont été présentées par les ambassadeurs de Chine, Canada et Mexique pour servir de modèles dans lesquels peuvent puiser les pays de l'UMA afin de créer leur propre modèle d'intégration.

**Karima S.**